

Le développement durable exige que nous établissions des partenariats avec les pauvres du monde. À leurs yeux, ce sont les réalités économiques qui sont primordiales à court terme. Il faut donc des modèles économiques de développement durable qui soient respectueux de l'environnement, mais qui permettent également d'assurer un minimum de confort aux défavorisés de ce monde. Si nous les laissons pour compte, ce sera à nos risques et périls à tous²⁴.

Les besoins énormes du Sud sont incontestables. Pourtant, le Comité a appris que le Canada, au cours des huit dernières années, a réduit de 3,7 milliards de dollars son APD, tant son aide réelle que son aide prévue. Avant le «minibudget», l'APD canadienne représentait 0,45 p. 100 de notre PNB. L'annonce budgétaire faite le 2 décembre 1992 a eu pour effet de réduire de 10 p. 100 l'aide étrangère fournie par le Canada, ce qui nous place très au-dessous de l'objectif de 0,7 p. 100 convenu dans Agenda 21²⁵.

De nombreuses personnes ont reconnu que la fin de la guerre froide pourrait permettre à divers pays de canaliser leurs dépenses militaires vers des projets humanitaires. Un grand nombre des témoins entendus par le Comité ont exprimé l'espoir que le gouvernement canadien parvienne à établir un «dividende de la paix» et réaffecte une partie des fonds de la défense à l'APD. Il s'agit en effet d'une bonne idée; il faut toutefois reconnaître que le Canada fait déjà figure de chef de file dans le domaine de l'aide humanitaire internationale grâce à la participation très active des militaires canadiens aux activités de maintien de la paix de l'ONU. Notre pays a le mérite d'être le seul pays à avoir participé à toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU depuis 1947. Un grand nombre de soldats canadiens travaillent actuellement à la distribution d'une aide humanitaire. En Bosnie-Herzégovine, le Canada fournit des escortes armées pour protéger les convois de produits alimentaires et de fournitures médicales tandis que des Canadiens dépêchés en Somalie contribuent à prévenir une famine générale.

Mahbub ul Haq, Conseiller spécial à l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a déclaré au Comité que des «dividendes de la paix» énormes pourraient être débloqués même dans les pays désespérément pauvres du Tiers-Monde. Une étude menée par le PNUD a permis d'estimer qu'un gel des dépenses militaires des pays en développement pourrait permettre de libérer 50 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Le déblocage d'une somme aussi considérable aiderait les pays pauvres à financer leurs propres programmes de développement.

On a laissé entendre que les pays développés sont en partie responsables des dépenses militaires élevées d'un grand nombre de pays pauvres. Mahbub ul Haq a déclaré que l'APD est actuellement répartie en fonction des vieilles alliances militaires formées lorsque les pays développés participaient à la guerre froide par procuration. L'étude du PNUD a démontré que les pays en développement ayant les budgets militaires les plus élevés reçoivent deux fois plus d'aide par habitant que ceux ayant des budgets militaires moins élevés.

Selon Mahbub ul Haq, des progrès considérables pourraient être réalisés dans les pays en développement si on liait l'aide à des objectifs concrets :

²⁴ Procès-verbaux et témoignages du Comité permanent de l'environnement, fascicule n° 46, le 17 novembre 1992, p.13.

²⁵ "Rio Earth Summit: Meeting ends with hope, disappointment", *Chemical and Engineering News*, vol. 70 (25), 1992, p. 4.